

# PAYS DE LA LOIRE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

SITUATION AU 31/03/2015

DOCUMENT TRIMESTRIEL - LIBRE DE DIFFUSION SOUS RESERVE DE MENTION DE LA SOURCE « POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE »

## LA CONJONCTURE NATIONALE

### L'ESSENTIEL

Les prévisions annoncées le trimestre précédent concernant la fin de l'année 2014 se sont confirmées : Les économies émergentes ont de nouveau ralenti leur activité, tandis que la croissance des économies avancées s'est poursuivie.

En zone euro et en France, l'activité économique a légèrement progressé (+0,3% en zone euro et +0,1% en France).

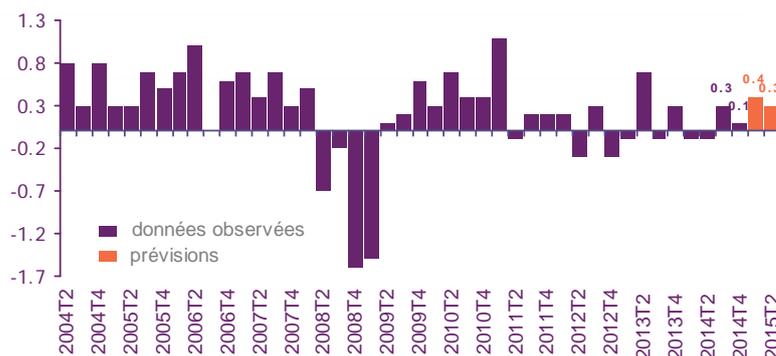
Sur le premier semestre 2015, les perspectives sont similaires avec de nouvelles baisses d'activité dans les pays émergents (ralentissement en Chine et récession au Brésil et en Russie) et consolidation de la croissance dans les économies avancées (forte dans les pays anglo-saxons et modérée dans la zone euro).

En France, le PIB progresserait ainsi de +0,4% au premier trimestre 2015 et de +0,3% au second trimestre.

Comme prévu, la fin de l'année 2014 a affiché un résultat en demi-teinte pour l'économie française. Le PIB a progressé de +0,1% au dernier trimestre (après +0,3% au troisième trimestre). Ce ralentissement résulte en partie du fort repli de la production énergétique, lié aux températures clémentes de l'automne. L'industrie manufacturière a reculé de -0,1%. Et si les services marchands et le commerce ont enregistré une croissance de leur activité malgré un ralentissement (respectivement +0,4% et +0,5%), la construction affiche un nouveau recul au quatrième trimestre 2014 (-0,8%).

L'économie française devrait afficher une croissance légèrement à la hausse au premier semestre 2015. Le PIB devrait progresser de +0,4% au 1<sup>er</sup> trimestre et de +0,3% au 2<sup>ème</sup> trimestre. Les services marchands poursuivraient leur rythme de progression (+0,4% par trimestre), la production énergétique bondirait au 1<sup>er</sup> trimestre (+2,9%) pour retrouver un rythme tendanciel au 2<sup>nd</sup> trimestre (+0,6%). La construction poursuivrait son repli (-0,7% et -0,6% sur les deux premiers trimestres de l'année).

GRAPHIQUE  
PIB (VARIATION TRIMESTRIELLE)



SOURCE : INSEE

TABLEAU  
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

	3T2014	4T2014	1T2015	2T2015
Demande intérieure hors stocks	0.2	0.1	0.4	0.2
Variations de stocks	0.4	-0.2	0.0	0.0
Commerce extérieur	-0.2	0.2	0.0	0.1

(Evolution trimestrielle, aux prix de l'année précédente chaînés)

SOURCE : INSEE

## LES MENAGES

Du fait de températures automnales clémentes, la consommation des ménages a ralenti au quatrième trimestre 2014 : +0,2% (après +0,4% et +0,3% les trimestres précédents).

Mais les dépenses d'énergie devraient retrouver un rythme normal au premier trimestre 2015. La consommation des ménages ferait donc un bond de +0,6%. Pour le second trimestre, l'INSEE prévoit une progression de +0,3% de la consommation des ménages grâce à l'accélération de leur pouvoir d'achat.

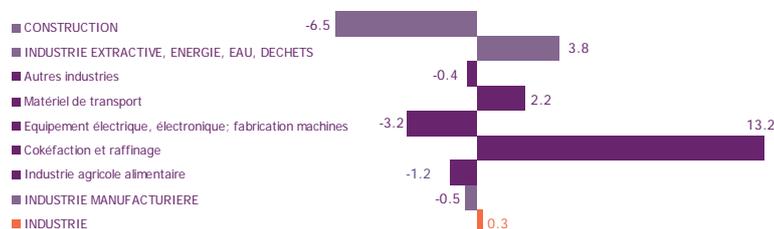
TABLEAU  
DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	décembre-14	janvier-15	février-15	évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)
Alimentaire	15.986	15.962	15.908	-0.3%	1.4%
Biens fabriqués	20.113	20.408	20.422	0.1%	2.4%
- Biens durables	9.959	10.143	10.132	-0.1%	3.5%
- dont automobiles	4.568	4.723	4.686	-0.8%	-0.2%
- dont éqpt. du logement	4.161	4.202	4.222	0.5%	9.7%
- Textile-cuir	4.160	4.241	4.225	-0.4%	2.2%
- Autres biens fabriqués	5.993	6.022	6.063	0.7%	0.8%
Énergie	7.173	7.217	7.274	0.8%	7.9%
Total	43.268	43.571	43.593	0.1%	3.0%
Produits manufacturés	37.176	37.272	37.225	-0.1%	2.4%

SOURCE : INSEE

## LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES

GRAPHIQUE  
EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS UN AN \* - FEVRIER 2015



La production manufacturière des trois derniers mois diminue par rapport aux trois mêmes mois de l'année précédente (-0,5%). En revanche, elle augmente de +0,6% par rapport aux trois mois précédents.

Les perspectives de production des chefs d'entreprise sont en effet mieux orientées depuis quelques mois. Les prévisions tablent sur une accélération au premier trimestre 2015 (+0,4%), puis une croissance similaire au second trimestre (+0,3%).

SOURCE : INSEE

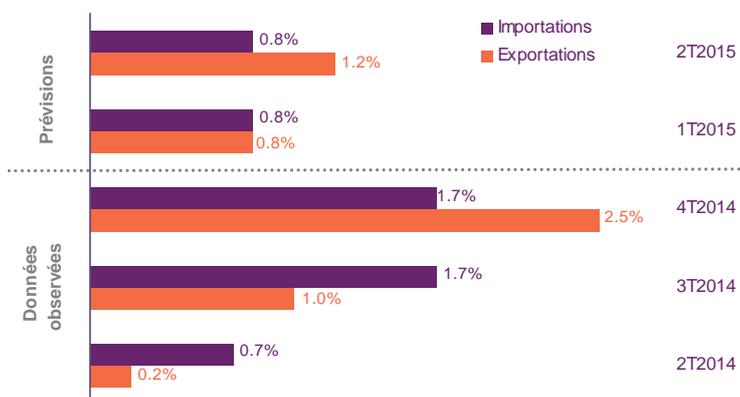
## LE SOLDE COMMERCIAL

Grâce au dynamisme du secteur aéronautique, les exportations françaises ont fortement progressé au quatrième trimestre 2014 (+2,5% après +1,0%). Par contrecoup, elles ralentiraient au premier trimestre 2015 (+0,8%). Puis la récente dépréciation de l'euro permettrait une nouvelle accélération, plus modeste cependant, au deuxième trimestre (+1,2%).

Parallèlement, les importations ont également accentué leur progression sur le second semestre 2014 (+1,7% au 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre après +0,7% et +0,8% au 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre). Le secteur pharmaceutique est en grande partie à l'origine de ce dynamisme, ainsi que le secteur énergétique (achat de pétrole brut).

Au premier semestre 2015, les importations ralentiraient (+0,8% au 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre), retrouvant un rythme plus proche de la demande intérieure.

GRAPHIQUE  
EVOLUTIONS DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR TRIMESTRE



SOURCE : INSEE

## L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES ET DES MENAGES

Les conditions favorables à la reprise d'investissement sont réunies pour les entrepreneurs français : Les taux de marge devraient se redresser fortement au premier semestre 2015, les conditions de financement s'améliorent et la demande (interne et externe) est orientée positivement. Pourtant, les entreprises françaises restent réticentes. Elles n'envisagent pas d'accélération de leurs investissements dans un avenir proche.

De leur côté, les ménages ont de nouveau diminué leurs investissements en 2014, tant pour l'accès au logement que pour les dépenses d'entretien – amélioration de l'habitat. Ce recul devrait se poursuivre au premier semestre 2015 sur un rythme moins soutenu cependant.

SOURCE : INSEE

## LES ALEAS DE LA PREVISION

Les prévisions qui statuent sur une croissance du PIB français de +0,4% au premier trimestre 2015 et +0,3% au second trimestre sont soumis à plusieurs aléas.

Le premier concerne le cours du pétrole qui fluctue régulièrement ces derniers mois. Or, les prévisions tiennent compte du niveau récent du cours. Si les prix devaient à nouveau baisser, le bénéfice sur la consommation des ménages et la situation des entreprises serait immédiat. A l'inverse, de nouvelles tensions géopolitiques (tel que le programme nucléaire iranien) ou une révision à la baisse des prévisions d'offre augmenteraient de facto le cours du pétrole et influeraient négativement sur la consommation.

Le second aléa est lié au décalage de perception des entreprises notamment. En effet, les signes favorables alimentant une éventuelle reprise d'activité ne sont pas suivis d'effet en termes d'investissement. Si ce décalage devait se réduire, les entreprises gagnant en confiance, la croissance pourrait s'avérer plus dynamique. A contrario, si des difficultés structurelles empêchaient les entreprises de bénéficier de ces conditions favorables, l'activité pourrait être plus faible que prévu.

SOURCE : INSEE

## LA CONJONCTURE REGIONALE

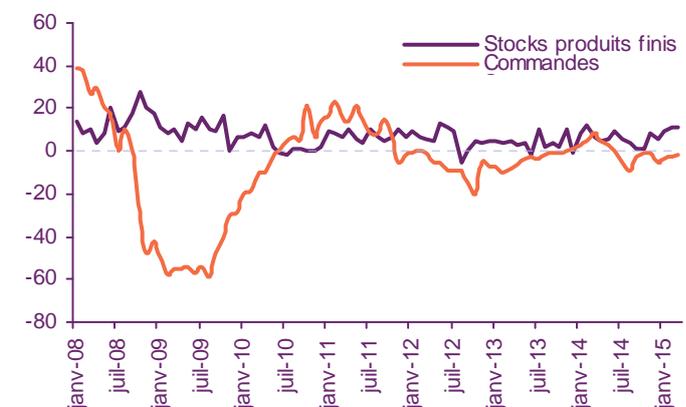
L'activité régionale industrielle s'est légèrement accrue en mars 2015, grâce à une demande, interne comme externe, mieux orientée. La fabrication de matériels de transport a nettement progressé. Elle est suivie par l'industrie agroalimentaire. Dans les mois à venir, l'activité devrait se stabiliser.

Pour autant, les carnets de commande sont à peine normaux. Le taux d'utilisation des capacités de production est stable, à un niveau très inférieur à sa moyenne de longue période. Il est satisfaisant dans l'industrie agroalimentaire, mais insuffisant dans les autres produits industriels (textile - cuir - produits en caoutchouc, plastique - métallurgie - bois, papier et imprimerie).

Après plusieurs mois de baisse, l'activité des services marchands s'est améliorée en mars 2015 et les prévisions sont mieux orientées.

Concernant la construction, l'activité est de nouveau en baisse. Les carnets de commande sont très insuffisants dans le bâtiment. Les prévisions font état d'un nouveau recul, particulièrement dans les travaux publics.

GRAPHIQUE  
NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES ET DES STOCKS DANS L'INDUSTRIE



SOURCE : BANQUE DE FRANCE

## ZOOM : LA REFORME TERRITORIALE ET LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DES PAYS DE LA LOIRE

Le projet de loi relatif à la délimitation des régions a été adopté le 17 décembre 2014. Aussi, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la France métropolitaine comptera 13 régions au lieu de 22. Dans un contexte global en mutation, le périmètre de la région Pays de la Loire demeure toutefois inchangé. Pour autant, les fusions régionales envisagées de part et d'autre du territoire hexagonal vont jouer sur son positionnement, tant au niveau démographique qu'économique.

Les Pays de la Loire se classeront au 8<sup>e</sup> rang des régions métropolitaines sur l'aspect démographique (3,6 millions d'habitants), ainsi qu'en matière d'emploi (1 million de salariés).

Malgré un périmètre institutionnel inchangé, les Pays de la Loire entretiennent avec les territoires voisins des relations d'échange et de coopération liées à leurs ressources et atouts respectifs, ainsi que des stratégies de développement communes qui s'affranchissent des limites du découpage régional. La région pourrait renforcer ses collaborations avec la Bretagne sur la thématique de l'alimentation et des systèmes de production agricole.

Sur ces dimensions, les deux régions cherchent à structurer leurs efforts en termes de développement des technologies avancées de production. Sont implantés sur le territoire de l'Ouest d'importants pôles de compétitivité et clusters spécialisés en alimentation : *Vegepolys* concernant l'innovation

végétale, implanté en Pays de la Loire (Angers), ou *Valorial*, pôle de compétitivité sur l'aliment de demain et les technologies liées à l'alimentation, lancé en Bretagne et aujourd'hui déployé sur les régions Pays de la Loire et Basse-Normandie.

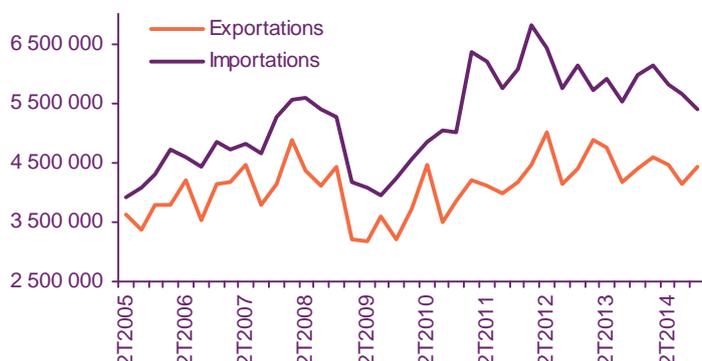
Outre la filière alimentaire, la région Pays de la Loire développe également des initiatives de coopération interrégionale dans le domaine des technologies numériques. Le pôle de compétitivité *Images & Réseaux* réunit plus de 250 acteurs des technologies (matérielles et logicielles) de l'information, des télécoms et de l'audiovisuel en Pays de la Loire et en Bretagne.

Parallèlement, la région pourrait renforcer son expertise et sa compétitivité dans le champ des énergies renouvelables qui constitue un fer de lance pour la politique régionale. Les Pays de la Loire entendent faire de l'éolien marin une importante filière pour la région, notamment avec la mise en place par *Alstom-EDF* d'un parc offshore au large de Saint-Nazaire. Il s'agirait là d'un des 6 parcs programmés sur le littoral français d'ici 2020, d'autres devant être mis en services sur les côtes normandes et bretonnes.

SOURCE : APEC

## LE COMMERCE EXTERIEUR

### GRAPHIQUE EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS REGIONALES



Au quatrième trimestre 2014, le commerce extérieur régional améliore sensiblement son solde. Ce résultat est lié à une forte hausse des exportations (+7,1%) et une baisse des importations (-4,4%).

La hausse de 7,1% des exportations est principalement portée par les produits de la construction automobile (+54%), les huiles et graisses végétales et animales (+199%) et la viande et produits à base de viande (+24%).

L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne sont les trois premiers pays bénéficiaires. Ils représentent 35% de nos exportations au quatrième trimestre 2014.

Parallèlement, les importations affichent une baisse de -4,4%. Ce résultat est en grande partie dû à la baisse des hydrocarbures naturels (-17%). Ces derniers qui représentaient 20% des importations régionales au trimestre précédent, ne concentrent plus que 17% des imports au quatrième trimestre.

SOURCE : MINISTERE DE L'INTERIEUR

## LE CHOMAGE NATIONAL

### LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (CATEGORIE A)

Depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, la demande d'emploi en catégorie A progresse continuellement, même si le rythme de progression a légèrement ralenti depuis mi-2013.

A fin mars 2015, 3 509 800 demandeurs d'emploi sont recensés en catégorie A, soit 163 400 personnes en plus qu'en mars 2014. Cela représente une hausse annuelle 4,9%. Sur le seul mois de mars 2015, la hausse est de 0,4%, soit 15 400 personnes supplémentaires.

### TABEAU EVOLUTION MENSUELLE COMPAREE DE LA DEFM CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	mars 2014	avril 2014	mai 2014	juin 2014	juillet 2014	août 2014	septembre 2014	octobre 2014	novembre 2014	décembre 2014	janvier 2015	février 2015	mars 2015
<b>DEFM Pays de la Loire</b>	<b>165 271</b>	<b>165 048</b>	<b>166 673</b>	<b>167 646</b>	<b>167 803</b>	<b>169 561</b>	<b>170 042</b>	<b>171 842</b>	<b>174 944</b>	<b>175 096</b>	<b>174 776</b>	<b>174 608</b>	<b>175 486</b>
Variation brute	546	-223	1 625	973	157	1 758	481	1 800	3 102	152	-320	-168	878
Variation relative	0,3%	-0,1%	1,0%	0,6%	0,1%	1,0%	0,3%	1,1%	1,8%	0,1%	-0,2%	-0,1%	0,5%
<b>DEFM France</b>	<b>3 346 400</b>	<b>3 364 900</b>	<b>3 383 700</b>	<b>3 395 300</b>	<b>3 416 800</b>	<b>3 415 000</b>	<b>3 441 900</b>	<b>3 461 400</b>	<b>3 486 400</b>	<b>3 500 700</b>	<b>3 481 600</b>	<b>3 494 400</b>	<b>3 509 800</b>
Variation brute	8 700	18 500	18 800	11 600	21 500	-1 800	26 900	19 500	25 000	14 300	-19 100	12 800	15 400
Variation relative	0,3%	0,6%	0,6%	0,3%	0,6%	-0,1%	0,8%	0,6%	0,7%	0,4%	-0,5%	0,4%	0,4%

SOURCE : POLE EMPLOI – DIRECCTE - DARES

## LE TAUX DE CHOMAGE

Après avoir atteint 6,8% au premier trimestre 2008 (plus faible taux de chômage depuis le début des années 1980), le taux de chômage France métropolitaine a fortement progressé jusqu'au dernier trimestre 2009 (9,1%) pour entamer une lente décroissance jusqu'au premier semestre 2011 (8,6%). Malgré une légère accalmie sur cette période, le chômage est reparti à la hausse jusqu'à l'été 2013. Le dernier trimestre 2013 a confirmé l'entrée dans une phase de stabilisation du taux de chômage qui se poursuit sur l'ensemble de l'année 2014.

Au quatrième trimestre 2014, il atteint à nouveau la barre des 10,0%. Avec les DOM, le taux de chômage s'élève à 10,4%.

Les prévisions sur le premier semestre 2015 anticipent une nouvelle progression du taux de chômage, compte tenu de la croissance de la population active. A fin juin 2015, il devrait atteindre 10,2% en France métropolitaine, et 10,6% avec les DOM.

### GRAPHIQUE

### EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE – FRANCE METROPOLITAINE



SOURCE : INSEE

# LE CHOMAGE REGIONAL

Toutes les régions de France ont vu leur nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter entre mars 2014 et mars 2015. La région Pays de la Loire est la troisième région qui augmente le plus sur cette année, derrière la Corse et l'Aquitaine.

En données CVS, près de 175 500 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin mars 2015 sur la région.

Sur un mois, ce nombre est en progression de 0,5%, un résultat proche de celui de la France métropolitaine (+0,4%).

L'évolution sur un an est également orientée la hausse, dans de plus fortes proportions. La région affiche une hausse de +6,2% de sa demande de catégorie A par rapport à mars 2014. Au niveau national cette hausse est de 4,9%.

Pour autant, malgré les fortes augmentations enregistrées cette année, les Pays de la Loire sont toujours en tête des régions les moins touchées par le chômage, avec trois autres régions.

En effet, avec l'Auvergne, la Bretagne et Rhône-Alpes, les Pays de la Loire enregistrent le plus faible taux de chômage de France (8,5% contre 9,6% au niveau national au quatrième trimestre 2014).

## GRAPHIQUE EVOLUTION ANNUELLE DES DEFM CATEGORIE A EN PAYS DE LA LOIRE



TABLEAU  
DEMANDEURS D'EMPLOI FIN DE MOIS –  
CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	mars 2014	février 2015	mars 2015	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	61 496	65 404	65 440	0.1%	6.4%
Maine et Loire	38 057	40 017	40 422	1.0%	6.2%
Mayenne	10 244	10 862	11 029	1.5%	7.7%
Sarthe	27 375	28 877	29 130	0.9%	6.4%
Vendée	28 097	29 448	29 465	0.1%	4.9%
Pays de la Loire	165 269	174 608	175 486	0.5%	6.2%

En mars 2015, les demandeurs d'emploi (catégorie A) de 50 ans et plus enregistrent la plus forte évolution annuelle (+7,6%). Sur cette tranche d'âge, les femmes sont légèrement plus touchées que les hommes (+7,8% contre +7,4%).

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements affichent des évolutions orientées à la hausse. La Vendée affiche la progression la plus « modeste » (+4,9%), suivie par le Maine-et-Loire (+6,2%). La plus forte hausse est observée en Mayenne (+7,7%).

La hausse observée sur la région pour ce mois concerne tout le territoire. Le Maine-et-Loire, la Mayenne et la Sarthe sont les départements les plus impactés (entre +0,9% et +1,5%). La Loire-Atlantique et la Vendée affichent des progressions plus faibles : +0,1%.

SOURCE : POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE - DIRECCTE

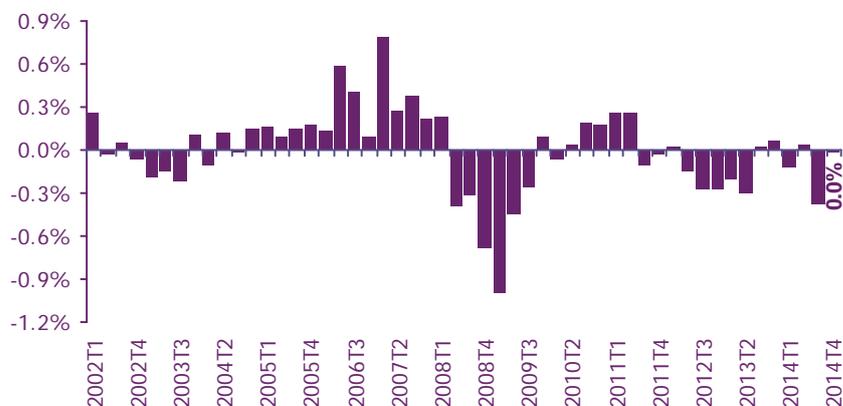
# L'EMPLOI NATIONAL

Au quatrième trimestre 2014, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles se stabilise (-1 300 emplois, soit -0,0 % après -59 900 postes, soit -0,4% au troisième trimestre 2014).

L'industrie et la construction détruisent de nouveau de l'emploi (respectivement -0,3% et -1,3%) tandis que le tertiaire affiche une hausse de +0,2%.

Sur un an, l'emploi marchand non agricole diminue de -0,5%, soit 74 000 postes supprimés. Le tertiaire crée 13 100 emplois (+0,1%) pendant que l'industrie perd 37 700 postes (-1,2%). La construction paye le plus lourd tribut avec un recul de -3,5%, soit 49 500 suppressions de postes entre décembre 2013 et décembre 2014.

GRAPHIQUE  
EMPLOI SALARIE – ESTIMATION TRIMESTRIELLE DONNEES CVS



SOURCE : INSEE



pôle emploi

## L'EMPLOI REGIONAL

Au quatrième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand compte près de 892 300 postes sur la région. Ce nombre est en légère hausse sur le trimestre : +0,1%, soit 650 créations nettes de postes.

Sur un an, 4 350 suppressions d'emploi ont été enregistrées, soit une baisse de -0,5%.

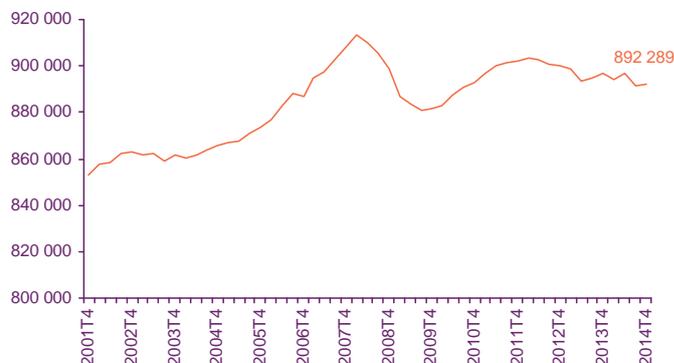
Au niveau départemental, il existe de fortes disparités dans les évolutions. La Loire-Atlantique, qui représente 41% de l'emploi régional, est un département moteur avec des créations nettes d'emploi à hauteur de 1 400 postes (+0,4%) sur un trimestre. Le Maine-et-Loire et la Mayenne affichent des résultats proches de ceux du trimestre précédent (respectivement +0,0% et +0,1%). La Sarthe et la Vendée tirent la région vers le bas avec des baisses respectives de -0,2% (-240 postes) et -0,4% (-620 postes).

Sur un an, seule la Loire-Atlantique affiche une progression de son emploi salarié (+0,2%). Les destructions d'emploi des autres départements oscillent entre -0,7% pour le Maine-et-Loire et -1,2% pour la Mayenne.

L'évolution trimestrielle par secteur fait état d'une progression de l'emploi dans le tertiaire marchand de +0,4% et de régressions dans l'industrie et la construction (respectivement -0,3% et -1,1%).

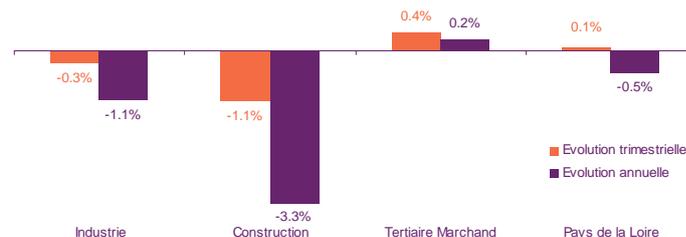
Sur un an, il en est de même : L'industrie et la construction tirent les résultats de la région vers le bas, tandis que le tertiaire marchand progresse. Ce dernier, qui représente 63% de l'emploi régional, crée plus de 1 200 postes (+0,2%). L'industrie perd près de 2 600 emplois (-1,1%) et la construction affiche les plus fortes destructions : -3 000 postes, soit -3,3%.

### GRAPHIQUE EVOLUTION DESAISONNALISEE DU NOMBRE DE SALARIES



SOURCE : INSEE

### GRAPHIQUE EVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE – 4EME TRIMESTRE 2014



SOURCE : INSEE

## L'EMPLOI INTERIMAIRE

### GRAPHIQUE EVOLUTION DU NOMBRE D'INTERIMAIRES (DONNEES CVS)



#### Statistiques et Indicateurs

Directeur de la publication : Jean Luc RECHER  
Directeur de la rédaction : Josette BARREAU  
Conception et réalisation : Service SEE – Linda LAUNAY

Contact : [statsPDL@pole-emploi.fr](mailto:statsPDL@pole-emploi.fr)

[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

SERVICE ETUDES ET EVALUATION – POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE

La région Pays de la Loire affiche une stabilisation de ses effectifs intérimaires au mois de février 2015. 45 950 intérimaires sont ainsi recensés. Mais sur un an, l'évolution est en hausse, de façon significative : + 4,9%, soit 2 150 postes supplémentaires.

Cette stabilisation mensuelle est la résultante de progressions d'effectifs dans le tertiaire et la construction (respectivement +0,3% et +1,5%) et de réductions d'emploi dans l'industrie (-0,7%).

Les employés et les ouvriers qualifiés affichent une progression de leurs effectifs (respectivement +1,6% et +1,2%). A l'inverse, les cadres / professions intermédiaires et les ouvriers non qualifiés ont vu leurs nombre diminuer de -1,6% et -1,3%.

Entre janvier et février 2015, les résultats sont disparates au niveau départemental. La Mayenne et la Sarthe connaissent une diminution d'effectifs (respectivement -4,9% et -0,7%) tandis que la Loire-Atlantique et la Vendée enregistrent une hausse (+1,0% chacune). Le Maine-et-Loire, quant à lui, stabilise ses effectifs.